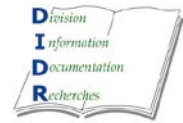


14 février 2018



La situation des minorités sexuelles et de genre

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Définitions et cadre juridique	3
1.1. Définitions	3
1.2. Cadre juridique	3
1.2.1. Les instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays	3
1.2.2. Le cadre juridique national	4
2.1. Attitude de la société	9
2.1.1. Perception générale	9
2.1.2. Attitude des médias	10
2.1.3. Position des personnalités publiques et religieuses	10
2.1.4. Violences et atteintes aux droits	11
2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre	14
2.2.1. Lieux de rencontre	14
2.2.2. Associations	14
2.2.3. Manifestations	15
3. Attitude des autorités	16
3.1. Protection des forces de l'ordre	16
3.2. Accès à la justice et application des lois	17
Bibliographie	20

Résumé : Criminalisation, discriminations et violences subies par les minorités sexuelles et de genre au Sri Lanka. Attitude des autorités et rôle des organisations de défense LGBT.

Abstract: Legal and societal violence perpetrated against sexual and gender minorities in Sri Lanka. Role of public authorities and LGBT support groups.

Nota :

Les termes qualifiant les minorités sexuelles et de genre dans cette note sont ceux utilisés dans chacune des sources correspondantes référencées en notes de bas de page, à savoir LGBTTIQ (personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, transsexuelles, intersexuées et queer), LGBTIQ, LGBTI, LGBT, LBT.

Les traductions des sources en langue étrangère sont assurées par la DIDR.

1. Définitions et cadre juridique

1.1. Définitions

Le préambule des principes de Jogjakarta définit les concepts « *identité de genre* » et « *orientation sexuelle* » ; ces définitions sont reprises par le HCR¹ :

« *L'orientation sexuelle est comprise comme faisant référence à la capacité de chacun de ressentir une profonde attirance émotionnelle, affective et sexuelle envers des individus du sexe opposé, de même sexe ou de plus d'un sexe, et d'entretenir des relations intimes et sexuelles avec ces individus.* »

« *L'identité de genre est comprise comme faisant référence à l'expérience intime et personnelle de son genre profondément vécue par chacun, qu'elle corresponde ou non au sexe assigné à la naissance, y compris la conscience personnelle du corps (qui peut impliquer, si consentie librement, une modification de l'apparence ou des fonctions corporelles par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autres) et d'autres expressions du genre, y compris l'habillement, le discours et les manières de se conduire* ». ²

Dans la présente note, les « *minorités sexuelles et de genre* » sont les personnes considérées comme appartenant à une minorité sexuelle du fait de leur orientation sexuelle et/ou à une minorité de genre du fait de leur identité de genre.

1.2. Cadre juridique

1.2.1. Les instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays

Sri Lanka a adopté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Le pays a également ratifié le 11 juin 1980 le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³ ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.⁴

En adoptant/ratifiant ces textes, l'Etat s'engage à respecter au niveau national les droits de l'homme auxquels ils se réfèrent – qui s'appliquent à tous indistinctement, notamment, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre – et/ou à respecter le principe de non-discrimination, principe consacré notamment par la Charte des Nations Unies.

¹ UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1 A (2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, HCR/GIP/12/01, 23 octobre 2012.

² Les principes de Jogjakarta sur l'application du droit international des droits de l'homme en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre ont été élaborés par un groupe d'experts des droits de l'Homme en 2006. Ces définitions ont été reprises par le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme. Cf. Les principes de Jogjakarta, Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, mars 2007.

³ http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=164&Lang=EN; Government of Sri Lanka, *National Action Plan for the Protection and Promotion of Human Rights (NHRAP) 2017-2021*, p.3; *Report of the sub-committee on Fundamental Rights*.

⁴ Ratification status for Sri Lanka, United Nations Human Rights, http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=164&Lang=EN ; *Report of the sub-committee on Fundamental Rights*.

1.2.2. Le cadre juridique national

1.2.2.1 Les dispositions juridiques actuelles

Les actes homosexuels sont illégaux à Sri Lanka⁵. **L'article 365 du code pénal sri-lankais** criminalise : « *les relations charnelles contre-nature*⁶ » et prévoit une peine d'emprisonnement maximale de 10 ans⁷.

Cette disposition est renforcée par l'**article 365A** du Code pénal qui interdit : « *les actes privés ou publics de grossière indécence*⁸ » entre deux personnes, passibles d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement maximale de deux ans⁹. Selon l'Association Internationale des lesbiennes, des gays, des personnes bisexuelles, trans et intersexuelles (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex- ILGA*), l'article 365 viserait uniquement les hommes, alors que l'article 365A viserait les hommes et les femmes¹⁰. Le rapport publié en 2011 par *Women Support Group (WSG)*, une ONG sri-lankaise qui milite pour la défense des lesbiennes, des bisexuelles et des personnes transgenres, affirme que l'article 365A a été modifié en 1995 précisément afin de criminaliser les activités sexuelles entre les femmes¹¹.

En 2012, lors du second cycle de la *Universal Periodic Review*¹² des Nations unies, le Canada et l'Argentine ont recommandé¹³ à Sri Lanka d'abroger la section 365A du Code pénal afin de décriminaliser les rapports consentis entre deux personnes du même sexe¹⁴ et de renforcer les mesures visant à éliminer le traitement discriminatoire sur la base de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre¹⁵.

En 2017, lors du troisième cycle, sept pays ont réitéré les demandes relatives à la **modification des sections 365 et 365A du Code pénal** par le gouvernement sri lankais. Six autres Etats ont conseillé au pays de **prendre des mesures pour lutter contre les discriminations** à l'encontre de la communauté LGBTI¹⁶. Face à cette pression internationale, le *Deputy Solicitor General* Nerin Pulle a annoncé la volonté du gouvernement sri lankais de rectifier le Code pénal afin qu'il soit conforme aux normes

⁵ CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), 05/2015; US, Department of State, *Sri Lanka: Country Reports on Human Rights Practices for 2011*, 24/05/2012.

⁶ « Carnal intercourse against the order of nature », Sri Lanka, Penal Code, art. 365, 1885.

⁷ Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), *Annual Report*, 2011-2012.

⁸ « Public and private acts of gross indecency », Sri Lanka, Penal Code.

⁹ Sri Lanka, Penal Code.

¹⁰ CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), 05/2015.

¹¹ Women Support Group (WSG), *The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka*, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, 01/2011, p.2.

¹² Examen Universel Périodique

¹³ Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka, p.1; Equal Ground, Government of Sri Lanka commits to LGBTIQ rights, 16/11/2017.

¹⁴ "(d)ecriminalize consenting homosexual relationships between persons over the age of consent by repealing Section 365A of the penal code", *Recommendation No. 128.24*.

¹⁵ "(s)trenghen the measures to eliminate all discriminatory treatment based on sexual orientation or gender identity", *Recommendation No. 128.53*.

¹⁶ Equal Ground, Sri Lanka commits to human rights protections for LGBTIQ people before the UN, 16/11/2017

internationales relatives aux droits humains¹⁷. Il a ajouté que le droit à la non-discrimination sur la base de l'orientation sexuelle (aujourd'hui implicite au sein de la Constitution selon lui) serait bientôt garanti explicitement¹⁸ par la loi. Il a également évoqué une décision récente¹⁹ de la Cour suprême à ce sujet. La directrice exécutive de l'ONG *Equal Ground* a qualifié ce jour de : « *historique dans la lutte pour l'égalité des droits de la communauté LGBTIQ* »²⁰. Cependant, en dépit de cette déclaration, l'abrogation des sections 365 et 365A du code pénal n'a pas été évoquée par les autorités sri lankaises²¹.

Parallèlement aux articles 365 et 365A, **l'article 399** du Code pénal sri-lankais **relatif à l'usurpation d'identité** (« *cheating the public by impersonation* ») est également utilisé²² par les forces de l'ordre pour arrêter et détenir les personnes transgenres, homosexuelles et lesbiennes dont l'apparence physique est estimée non-conforme à l'identité sexuelle biologique. Plusieurs personnes lesbiennes et transgenres ont été poursuivies devant les tribunaux au titre de l'article 399 pour s'être « *déguisées en homme* »²³.

Certaines sources mentionnent que les dispositions pénales criminalisant les relations entre personnes de même sexe sont rarement mises en application²⁴. En effet, selon l'ONG *Equal Ground*²⁵, l'invocation des articles 365 et 365A n'a engendré aucune condamnation depuis 1948²⁶ (contrairement à l'article 399 et l'ordonnance sur le vagabondage qui ont mené à des condamnations). Le rapport 2015 du département d'Etat américain précise également que ces dispositions pénales ne donnent que très rarement lieu à des poursuites. L'ONG *Human Rights Watch* rapporte au contraire que ces lois sont régulièrement utilisées pour emprisonner ou maltraiter les membres²⁷ de la communauté LGBTIQ. En effet, lors d'une enquête menée auprès de 61 personnes liées à cette communauté, plus de la moitié ont déclaré avoir été détenues sans raison au moins une fois, et 16 d'entre elles ont affirmé avoir subi des abus sexuels ou physiques commis par les forces de police²⁸. Selon le rapport du 28 août 2017 du conseil des droits de

¹⁷ *Ibid.*; POTHMULLA Lahiru, "SL committed to non-discrimination based on sexual orientation : Nerin Pulle", *Daily Mirror*, 17/11/2017.

¹⁸ *Ibid.*; Equal Ground, Sri Lanka commits to human rights protections for LGBTIQ people before the UN, 16/11/2017.

¹⁹ "The contemporary thinking (is that) consensual sex between adults should not be policed by the state nor should it be grounds for criminalization", *SC Appeal No.32/11 case*. Cette action en justice avait été poursuivie sous la section 365A du code pénal sri lankais.

²⁰ "This was indeed a historic day in the struggle for equal rights for the LGBTIQ community of Sri Lanka as this was the first time in the history of the UPR and other treaty body reviews, that the GOSL has made such a positive and committed statement on behalf of the LGBTIQ community of Sri Lanka", Rosanna Flamer-Caldera dans: Equal Ground, *Government of Sri Lanka commits to LGBTIQ rights*, 16/11/2017.

²¹ Human Rights Watch (HRW), *World Report 2018 – Sri Lanka*, 18/01/2018.

²² Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.

²³ International Gay Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), *Violence Against Lesbians, Bisexuals Women and Transgender Persons in Sri Lanka: a Shadow Report*, 2014.

²⁴ Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law, Heartland Alliance, *Human Rights Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report*, submitted for consideration at the 110th session of the Human Rights Committee, Genève, 03/2014 ; UNHCR, *UNHCR Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Sri-Lanka*, HCR/EG/LKA/1204, p. 35, A.8, 21/12/2012 ; US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 2015 : Sri Lanka*. Section 6 – *Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity*, 27/02/2015 ; UK Home Office, *Country Policy and Information Note, Sri Lanka: Sexual orientation and gender identity*, 07/2017.

²⁵ Equal Ground et Center for International Human Rights (CIHR) of Northwestern Pritzker School of Law, *Violations by Sri Lanka of the Economic, Social, and Cultural Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Intersex and Questioning (LGBTIQ) People*, 05/2017, p.3.

²⁶ Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.1; WSG, 2011; CHRI, 2012

²⁷ Human Rights Watch (HRW), *Sri Lanka: Adopt a Timeline for Action*, 15/11/2017.

²⁸ Human Rights Watch (HRW), Sri Lanka : Challenging 'Gender Norms' Brings Abuse, 15/08/2016

l'Homme des Nations unies²⁹, l'applicabilité de ces articles perpétue la « *discrimination et la stigmatisation* » des personnes sur la base de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre.

Par ailleurs, héritée de la législation coloniale britannique, **l'ordonnance sur le vagabondage** de 1842³⁰ autorise les autorités publiques à arrêter et détenir les **personnes d'apparence ou d'attitude « indécente » dans l'espace public**³¹. Les forces de police disposent du pouvoir d'interprétation du champ d'application de la loi³². Dans les faits, cette disposition législative serait régulièrement utilisée pour détenir les individus dont l'apparence physique est estimée non conforme à leur identité sexuelle. Elle vise particulièrement les femmes lesbiennes, les personnes transgenres (surtout issues de milieux socio-économiques modestes)³³ ainsi que de nombreux membres de la communauté *nachchi*³⁴.

En outre, les **unions civiles et religieuses sont prononcées en vertu des lois sur la famille**, selon l'appartenance religieuse des conjoints : *Marriage Registration Ordinance*, *Kandyan Marriage and Divorce Act*, ou *Muslim Marriage and Divorce Act*. Ces dispositions législatives se réfèrent aux **unions entre deux personnes de sexes opposés**. Elles ne peuvent donc pas être invoquées par les personnes LGBT pour se prévaloir des protections accordées en vertu du droit familial³⁵. Si la loi de 2005 sur la prévention de la violence domestique³⁶ cible désormais les violences commises entre partenaires cohabitant sous le même toit, les lois prohibant les rapports sexuels « *contre nature* » (Section 365A) et relatives à « *l'usurpation d'identité* » (Section 399) dissuadent les membres de la communauté LGBTI de déposer plainte en cas d'agression sexuelle ou de maltraitance en vertu de la loi sur la prévention de la violence domestique par peur de subir des représailles directes des services de police³⁷.

L'ambivalence de la législation sri-lankaise s'illustre notamment par la déclaration de l'adjoint du procureur général de Sri Lanka, Bimba Jayasinghe Thilakeratne, qui a déclaré « *inconstitutionnelle* » toute loi contraire aux principes de non-discrimination inscrit à l'article 12 de la Constitution sri-lankaise. Elle a cependant spécifié : « *Les sections 365 et 365A [du code pénal sri-lankais] ne visent aucun groupe à titre spécifique, mais sont inscrites à titre de protection de la moralité publique*³⁸ ».

²⁹ Nations Unies, Conseil des droits de l'Homme, *Compilation on Sri Lanka*, 28/08/2017.

³⁰ L'ordonnance sur le vagabondage, section 3 (1) (b) précise que: « every common prostitute wandering in the public street or highway or in any place of public resort and behaving in a riotous manner or indecent manner... shall be deemed an idle and disorderly person and shall be liable upon first conviction to be imprisoned with or without hard labour of any term not exceeding 14 days or to a fine ».

³¹ « Sri Lanka's vagrancy Ordinance of 1842 continues to give authorities the power to detain people whom they consider to be loitering in public », Women's Support Group, *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka chapter*, 05/06/2014, p. 32.

³² UK Home Office, Country Information and Guidance, *Sri Lanka : Sexual Orientation and Gender Identity*, 09/2015, p. 13.

³³ WSG, *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka : Not Gonna Take It Lying Down*, 05/06/2014, p. 32.

³⁴ Le terme singhalais « nachchi » est employé par la communauté éponyme pour décrire une identité de genre. Les *nachchi* présentent une apparence physique masculine tout en revendiquant une subjectivité féminine, ainsi qu'un ardent désir physique envers les hommes. Ils sont attachés à préserver leurs caractéristiques physiques masculines. WSG, *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka : Not Gonna Take It Lying Down*, 05/06/2014, p. 32.

³⁵ *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016.

³⁶ Parliament of the Socialist Republic of Sri Lanka, *Prevention of Domestic Violence Act*, n°34, 2005.

³⁷ IGLHRC, *Shadow Report*, 2014; WSG, 2014, p.21.

³⁸ « Sections 365 and 365A [of Sri Lanka's Penal Code] do not target any particular group but are there to protect public morality », Equal Ground, *Equal Ground press release – Positive outcome at the UNI*, 15/10/2014.

1.2.2.2 Les discussions en cours et les modifications envisagées

Depuis le 16 juin 2016³⁹, les individus transgenres peuvent réclamer la délivrance d'un **Gender Recognition Certificate**⁴⁰. Ce dernier permet à la personne de modifier son certificat de naissance afin que le sexe indiqué corresponde à son identité de genre⁴¹.

Par ailleurs, en 2016, le gouvernement sri lankais a franchi une étape dans **l'intégration d'individus et d'organisations de défense des droits des personnes LGBTI dans le processus de dialogue engagé par le gouvernement avec la société civile**. En effet, dès 2016, le **Consultation task Force on Reconciliation Mechanisms (CFT)**⁴² a considéré les recommandations concernant les droits des personnes LGBTIQ, dont celles formulées par l'ONG *Equal Ground*. Son rapport du 7 novembre 2016 indique la nécessité d'inclure la communauté LGBTIQ dans le processus de justice et met en lumière les craintes qui concernent principalement ces individus⁴³. Cependant, le ministre de la Justice Wijeyadasa Rajapakshe a qualifié ce rapport de « *complètement déplacé* »⁴⁴.

En novembre 2016, le gouvernement a également appelé la société civile à participer à l'élaboration d'un **nouveau plan national d'action pour les droits humains**⁴⁵ (*National Human Rights Action Plan – NHRAP*). L'ONG *Equal Ground* avait alors à nouveau émis des propositions⁴⁶. Malgré une première ébauche de NHRAP favorable aux droits de la communauté LGBTI (à travers par exemple l'abrogation de la section 365 et 365A du code pénal), les médias ont annoncé dès le mois de janvier 2017 que le gouvernement n'approuvait pas cette version⁴⁷. Le **NHRAP 2017-2021** a finalement été publié le 2 novembre 2017⁴⁸ sur le site web du ministère des affaires étrangères. Cette version finale du rapport affiche la volonté du gouvernement sri lankais **d'inscrire le principe de non-discrimination sur le critère de l'identité de genre**⁴⁹ **au sein du chapitre sur les droits fondamentaux de la Constitution**. L'ONG *Equal Ground* déplore⁵⁰ que cela ne soit **pas le cas concernant l'orientation sexuelle**. Le NHRAP

³⁹ Date d'émission de la circulaire No 01-34/2016 par le ministre de la Santé, suivie de la circulaire n°06/2016 du 28 juillet 2016 émise par le Register-General. Human Rights Commission of Sri Lanka, *Issuance of gender recognition certification to enable transgender persons to change personal documentation*, 31/08/2016.

⁴⁰ Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.

⁴¹ Human Rights Commission of Sri Lanka, *Issuance of gender recognition certification to enable transgender persons to change personal documentation*, 31/08/2016; Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.3.

⁴² Créé en janvier 2016, le *Consultation Task Force on Reconciliation Mechanisms* a pour objectif de recueillir l'opinion des citoyens à propos des mécanismes envisagés pour la justice et la réconciliation. Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.5.

⁴³ Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.5.

⁴⁴ "Totally unwarranted", Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.5.

⁴⁵ Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.5.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Equal Ground*, *Sri Lanka National Human Rights Plan minus protection for LGBTIQ*, 03/11/2017.

⁴⁹ 6th Goal, Chapter 1 (Civil and Political Rights), *National Action Plan for the Protection and Promotion of Human Rights (NHRAP) 2017-2021*, Government of Sri Lanka, p.14.

⁵⁰ *Equal Ground*, *Sri Lanka National Human Rights Plan minus protection for LGBTIQ*, 03/11/2017.

2017-2021 annonce également des **améliorations dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins ainsi que l'élimination des pratiques discriminatoires**⁵¹.

Parallèlement, l'avis de la société civile⁵² a été **sollicité par le Public Representations Committee on Constitutional Reform**⁵³ (PRC). L'ONG *Equal Ground* a alors demandé d'intégrer explicitement au sein de la constitution des dispositions à propos de la non-discrimination de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle⁵⁴. Dans son rapport du 10 mai 2016⁵⁵, le **PRC recommande d'interdire explicitement au sein de la nouvelle Constitution la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre**⁵⁶ et **d'instaurer des garanties**, notamment pour le droit à une vie familiale⁵⁷ des personnes, **quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre**. Le rapport souhaite initier un dialogue à propos des droits et des protections (notamment constitutionnelles) de la communauté LGBTIQ⁵⁸. Il mentionne également la **décriminalisation des rapports consentis entre des adultes de même sexe**⁵⁹ et demande la **modification des sections 365 et 365 A du Code pénal ainsi que l'amendement de l'ordonnance sur le vagabondage**⁶⁰. Enfin, il envisage la **révision de l'article 16 de la Constitution** qui protège les lois existantes.

En juin 2016, l'ONG *Equal Ground* a été invitée par le Sous-comité aux droits fondamentaux (*Sub-Committee on Fundamental Rights*) afin de discuter du rapport. Cet événement est inédit : **pour la première fois, une ONG de défense des droits des personnes LGBTI est convoquée au Parlement**. Cependant, dans son **rapport** de novembre 2016⁶¹, à destination du comité de direction (*Steering Committee*), le **sous-comité aux droits fondamentaux** omet toutes les recommandations en faveur de la communauté LGBTIQ effectuées dans le rapport du PRC, hormis l'inscription de l'interdiction de la discrimination sur la base de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle au sein de la constitution. En effet, il est écrit dans la section à propos du **droit à l'égalité et à la non-discrimination** : « *Aucune personne ne doit faire l'objet de discrimination pour quelque motif que ce soit, y compris [...] le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, [...]* »⁶². Le rapport indique également à propos des **droits de l'enfant** : « *Aucun enfant ne doit faire l'objet de discrimination au motif [...] de son/leur sexe, de son/leur orientation sexuelle, [...]* »⁶³. Ainsi, malgré un effort

⁵¹ 6th Goal, Chapter 7 (Economic, Social and Cultural Rights), *National Action Plan for the Protection and Promotion of Human Rights (NHRAP) 2017-2021*, Government of Sri Lanka, p.167-168.

⁵² Chapter 12 (Fundamental Rights), *Report on Public Representations on Constitutional Reform*, Public Representations Committee on Constitutional Reform, 05/2016, p.91.

⁵³ Mouvement lancé en 2016 dans le but d'élaborer une nouvelle constitution.

⁵⁴ Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.5.

⁵⁵ Public Representations Committee on Constitutional Reform, *Report on Public Representations on Constitutional Reform*, 05/2016.

⁵⁶ "No person or group shall be discriminated against on the grounds of (...) sexual orientation, or sexual and gender identities", Rights to equality, Chapter 12 (Fundamental Rights), *Report on Public Representations on Constitutional Reform*, Public Representations Committee on Constitutional Reform, 05/2016, p.95.

⁵⁷ "All persons of full age without any limitation due to (...) gender identity or gender and sexual orientation have the right to marry and to found a family. They are entitled to equal rights as to marriage, during marriage and its dissolution." Right to privacy and family life, Chapter 12 (Fundamental Rights), *Report on Public Representations on Constitutional Reform*, Public Representations Committee on Constitutional Reform, 05/2016, p.98.

⁵⁸ *Ibid.*, Rights to people with diverse sexual and gender identities, p.112.

⁵⁹ *Ibid.*, p.113.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Report of the sub-committee on Fundamental Rights, 01/11/2016.

⁶² "No person shall be arbitrarily discriminated against on any ground including race, gender, sex, sexual orientation, gender identity (...)", *Report of the sub-committee on Fundamental Rights*, Right to equality and freedom from discrimination, section 3 (a), p.4.

⁶³ "No child shall be discriminated against on the ground of the child's or his or her parent's or legal guardian's race (...) sexual orientation (...)" *Report of the sub-committee on Fundamental Rights*, Rights of children, section 3, p.13.

manifeste pour **prendre en compte les revendications** de la communauté LGBTIQ, le gouvernement ne semble **transposer concrètement** ses propositions⁶⁴.

2.1. Attitude de la société

2.1.1. Perception générale

Compte-tenu du rejet important de l'homosexualité au sein de la société sri-lankaise, de nombreuses personnes préfèrent dissimuler leur orientation sexuelle⁶⁵. **L'homophobie serait « très répandue⁶⁶ »** au sein de la société sri-lankaise⁶⁷. Les personnes LGBTIQ, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse, se heurtent à une attitude particulièrement marquée de rejet et de désapprobation⁶⁸. En outre, la communauté LGBTIQ est de plus en plus victime de menaces et de violences commises par des militants nationalistes bouddhistes à son encontre, qui y voient « *une valeur occidentale dégradant la culture sri-lankaise, la moralité et les valeurs familiales⁶⁹* ».

Les **différences de traitement des personnes LGBT** dépendent en partie de leur **origine sociale** et de leur **statut économique**. La marginalisation et la discrimination des membres de cette communauté affectent particulièrement les personnes LGBT issues des milieux les plus modestes⁷⁰ ainsi que celles qui vivent loin des centres cosmopolites⁷¹. En effet, les **personnes LGBT vivant en milieu urbain** - et particulièrement à Colombo - sont les plus **privilegiées**. Elles ont accès à des services de soutien et d'information.⁷² Les moins privilégiées sont originaires des zones rurales, où elles n'ont accès à aucune forme de service de soutien ni de connaissances sur l'éducation à la santé et à la sexualité⁷³. La **religion est également un facteur** important. Par exemple, beaucoup de musulmans cachent à leur famille leur homosexualité.⁷⁴

Selon Unnathi Samaraweera⁷⁵, les personnes transgenres constituent une **minorité sexuelle invisible** au sein d'un **modèle social hétéro-normatif** qui n'offre **aucune forme de soutien légal, social ou culturel⁷⁶**. La revendication d'une identité de genre estimée non conforme aux normes sociales et culturelles sri-lankaises marginalise les personnes transgenres. La représentation sociale de leur communauté dans l'opinion

⁶⁴ Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.7.

⁶⁵ SARWAR Beena, « Queer life undercover in South Asia », *The Boston Globe*, 31/07/2016.

⁶⁶ *Gay Times*, "Coming out is never easy. But in Sri Lanka and much of surrounding South Asia it's dangerous", 31/12/2015; RYDER Craig, "What it's really like to 'come out' in Sri Lanka", *Roarlife*, 30/12/2017.

⁶⁷ KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka Homophobia and Our Silence", Colombo Telegraph, 09/01/2016.

⁶⁸ Communication de la directrice exécutive d'*Equal Ground*, Rosanna Flamer-Caldera, 13/12/2011 dans CISR, 13/01/2012.

⁶⁹ « Homosexuality is a western value which erodes Sri Lankan culture, morals and family values », CISR, 13/01/2012.

⁷⁰ Rosanna Flamer-Caldera, 13/12/2011 dans CISR, 13/01/2012; Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country of Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.; RYDER Craig, "What it's really like to 'come out' in Sri Lanka", *Roarlife*, 30/12/2017

⁷¹ *Ibid.*; UK Home Office, Country Policy and Information Note, *Sri Lanka: Sexual orientation and gender identity*, 07/2017, p.19.

⁷² *Ibid.*; Rosanna Flamer-Caldera, 13/12/2011 dans CISR, 13/01/2012.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ UK Home Office, Country Policy and Information Note, *Sri Lanka : Sexual orientation and gender identity*, 07/2017, p19; Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country of Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.

⁷⁵ Chercheuse associée au département de sociologie de l'Université de Colombo

⁷⁶ SAMARAWEEERA H.U.S., *Unseen Lives – Making Transgender Identities Visible: Dominant Social Perceptions of the Transgender Community in Urban Sri Lanka*, Department of Sociology, University of Colombo, 2015.

publique est largement négative⁷⁷. Contrairement à l'Inde⁷⁸, il ne semble pas exister de communauté transgenre organisée à Sri Lanka⁷⁹.

Cependant, d'après la note du CISR citant Rosanna Flamer-Caldera, directrice de l'ONG *Equal Ground* : « en raison des efforts des organisations comme la sienne, les personnes LGBT ont maintenu une plus grande visibilité à Sri Lanka, ce qui a donné lieu à une plus grande acceptation, mais aussi est allé de pair avec une augmentation de l'homophobie⁸⁰ ». La visibilité de cette communauté est également permise par le cinéma. Par exemple, le film *Frangipani*, dirigé par Visakesa Chadraseskaram, a été le premier long métrage portant sur la question des homosexuels à Sri Lanka.

Par ailleurs, la **communauté LGBT** serait **sous-estimée officiellement**. En effet, des journaux d'informations⁸¹ relayent qu'une étude a été récemment publiée par le *National Venereal Diseases and Prevention of AIDS Project*⁸². Cette dernière considère que la communauté gay au Sri Lanka compte 7 500 personnes⁸³. Ce nombre est contesté par Rosanna Flamer-Caldera, directrice d'*Equal Ground*, qui considère le pourcentage réel de la population LGBT dans la population totale est de l'ordre de 5% (soit 1 100 000 personnes)⁸⁴.

2.1.2. Attitude des médias

Les **attaques** médiatiques à l'encontre de personnes LGBTI ont surtout lieu sur les **réseaux sociaux**⁸⁵. La *Gay Pride* en 2016 avait également été l'objet de vives critiques, provenant par exemple du groupe nationaliste bouddhiste extrémiste *Sinhala-le*⁸⁶.

Par ailleurs, depuis l'élection du président Maithripala Sirisena, les **discussions** à propos des problèmes qui concernent les individus LGBTI sont **plus courantes**, y compris au sein des **médias**⁸⁷.

2.1.3. Position des personnalités publiques et religieuses

Les **déclarations publiques homophobes ou critiques** envers la communauté LGBTI à Sri Lanka sont considérées comme étant courantes⁸⁸. Le journal *Colombo Telegraph* rapporte à cet égard que lors d'un discours à Tissamaharama⁸⁹ effectué en janvier 2017, le **ministre de la Justice, Wijeyadasa Rajapakse**, a déclaré : « *On nous a également demandé de légaliser l'homosexualité dans le pays. Les européens nous ont*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Contrairement aux communautés transgenres *hijras* ou *kothis* en Inde.

⁷⁹ PULLAT Urmilla, *Transgendered in Sri Lanka : Gender Identity and the Law in Sri Lanka and India*, University of Oxford, Grassrooted Trust and DAST, 12/2012.

⁸⁰ Rosanna Flamer-Caldera, 13/12/2011 dans CISR, 13/01/2012.

⁸¹ *Daily Mirror* et *Time Tamil*.

⁸² Reka Tharangani, "Gay population in SL now tops 7500", *Daily Mirror*, 03/01/2018; SHANA, "7500 identified gays in Sri Lanka!", *Time Tamil*, 03/01/2018.

⁸³ *Ibid.*; FONSEKA Reka Tharangani, "Gay population in SL now tops 7500", *Daily Mirror*, 03/01/2018.

⁸⁴ Rosanna Flamer Caldera, "Counting in LGBT", *Daily Mirror*, 22/01/2018.

⁸⁵ Nations unies, conseil des droits de l'Homme, *Compilation on Sri Lanka*, 28/08/2017.

⁸⁶ Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country of Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ UK Home Office, Country Policy and Information Note, *Sri Lanka: Sexual orientation and gender identity*, 07/2017.

⁸⁹ Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.6.

demandé de l'inclure dans les droits fondamentaux de la Constitution. Nous leurs avons clairement dit que bien qu'ils aient une culture indécente, les Sri lankais ne sont pas des personnes souffrant de maladies mentales de ce type »⁹⁰. L'**assimilation** effectuée par le ministre de la Justice entre **l'homosexualité et le « trouble mental »** est confirmée par plusieurs sources⁹¹. Cette déclaration avait déclenché de vives réactions ainsi que le lancement d'une pétition⁹². Par ailleurs, le 10 décembre 2015, le **parlementaire Nalinda Jayatissa**, membre du parti nationaliste singhalais Front de libération du peuple (*Janatha Vimukthi Peramuna*, JVP), confiait au journal *Daily News*⁹³ : « Je suis totalement opposé aux droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transsexuels [...] Nous avons besoin d'une génération future [...] Les mariages entre personnes du même sexe sont contre nature. C'est contraire à l'évolution de l'Homme. »⁹⁴

Par ailleurs, une partie du **discours nationaliste bouddhiste** s'est également emparée de la thématique homosexuelle. Le **moine Galagoda Aththe Gnanasara**, un des leaders du groupe radical bouddhiste *Bodu Bala Sena* (BBS)⁹⁵, a par exemple déclaré que le pays était dirigé par un « groupe d'homosexuels ». Il a qualifié certains membres du gouvernement de « p-set ». Ce terme, dérivé de l'argot singhalais, signifie : « une personne sans organes génitaux masculins ou féminins »⁹⁶. Il a également indiqué : « N'oubliez pas, psychologiquement, biologiquement, médicalement..., cela a été prouvé qu'une relation entre deux homosexuels est cent fois plus destructive et puissante qu'une relation entre un homme et une femme »⁹⁷.

2.1.4. Violences et atteintes aux droits

Les personnes LGBTIQ dont l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont connues s'exposent à différentes formes de violence psychologiques, verbales ou physiques, le plus souvent exercées par des membres de leur famille ou par des proches⁹⁸. Selon l'*International Gay and Lesbian Human Rights Commission*, les violences domestiques comprennent : les **menaces, l'isolement d'avec les pairs, les thérapies religieuses ou psychologiques « curatrices »**⁹⁹, les **violences physiques ainsi que des cas de mariages forcés**¹⁰⁰ et de **violences sexuelles**¹⁰¹.

⁹⁰ *Colombo Telegraph*, "Homophobic Justice Minister Wijeyadasa Should Resign: Right Activists", 22/01/2017.

⁹¹ CARROL Aengus, RAMON MENDOS Lucas (Ilga), *State-sponsored Homophobia, A world survey of sexual orientation laws: criminalisation, protection and recognition*, 05/2017; Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka, p6; RYDER Craig, "What it's really like to 'come out' in Sri Lanka", *Roarlife*, 30/12/2017.

⁹² *Colombo Telegraph*, "Homophobic Justice Minister Wijeyadasa Should Resign: Right Activists", 22/01/2017.

⁹³ "I am totally against Lesbian, Gay, Bisexual and Transsexual (LGBT) rights. This is not the need of human being. We need a future generation. Scientific experiments reveal this kind of emotions come out due to stress. When people go through stressful periods or are in such environments, unnatural feelings come out. For example, we do not see this behavior when they are living in the wild. However, if they are caged, we would see this behavior. I believe in marriage between man and woman. Same sex marriage is unnatural. It is against the evolution of the human being." Dans JAYAWARDANE Ishara, « Extreme no to Extremism », *Daily News*, 10/12/2015.

⁹⁴ Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.6; KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka's Homophobia & Our Silence", *Colombo Telegraph*, 09/01/2016.

⁹⁵ PERERA Melani Manel, "Radical Buddhists continue their violent attacks against Muslims", *AsiaNews*, 06/17/2014.

⁹⁶ KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka's Homophobia & Our Silence", *Colombo Telegraph*, 09/01/2016.

⁹⁷ "Don't forget, psychologically, biologically, medically..., it has been proven that a bond between two homosexuals is a hundred times more destructive and powerful than a bond between a man and a woman." Dans : KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka's Homophobia & Our Silence", *Colombo Telegraph*, 09/01/2016.

⁹⁸ *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ RYDER Craig, "What it's really like to 'come out' in Sri Lanka", *Roarlife*, 30/12/2017; Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *Human Rights*

Par ailleurs, selon le *Comité des droits économiques, sociaux et culturels*, les personnes LGBT sont confrontées à une discrimination généralisée s'étalant sur différents domaines¹⁰². Ce constat est partagé par d'autres sources¹⁰³. Une note du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme préparé par une trentaine d'organisations de la société civile sri-lankaise déclare par exemple: « *les membres de la communauté LGBT n'ont pas accès au service de santé, à l'éducation et à l'emploi et ne peuvent pas participer à la vie sociale et publique*¹⁰⁴ ». Selon la directrice exécutive d'*Equal Ground*, les personnes LGBT : « *perdent leur emploi, sont évincées de leur domicile, et ont des difficultés à avoir accès aux soins de santé, au logement, à l'éducation et à la justice*¹⁰⁵ ».

Lors de la *Universal Periodic Review* de novembre 2017, le manque de protection contre ce type de discrimination a été considéré comme un manquement aux obligations du gouvernement de Sri Lanka à l'égard de ses engagements internationaux (comme le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*)¹⁰⁶.

Dans le domaine de l'**éducation**, le **harcèlement et le bizutage** s'exercent particulièrement à l'encontre d'élèves ou d'étudiants ayant révélé ou étant soupçonnés de cacher leur véritable orientation sexuelle. Certaines institutions scolaires et universitaires ont **renvoyé ou refusé l'inscription** d'élèves LGBTIQ en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre¹⁰⁷.

Dans le milieu du **travail**, de nombreux cas de **discriminations et de harcèlement** exercés par les employeurs ont été rapportés¹⁰⁸. Lorsque l'identité sexuelle des personnes LGBTIQ est connue de leurs employeurs, de nombreuses études ont révélé des pratiques consistant à **priver les personnes LGBTIQ de leurs droits à l'évolution professionnelle**, à mener des **chantages** visant à obtenir des faveurs sexuelles ou leur démission, à menacer de **révéler publiquement** leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou des informations relatives à leur vie privée¹⁰⁹. Certains individus **privilégient l'auto-emploi** pour se soustraire à ces discriminations¹¹⁰.

Concernant **l'accès aux soins**, le rapport du WSG publié en 2011 affirme que les personnes LGBT peuvent également voir leurs **besoins particuliers ignorés** par les

Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report, 03/2014, p. 11.

¹⁰¹ IGLHRC, *Violence Against Lesbians, Bisexual Women and Transgender Persons in Sri-Lanka: a Shadow Report*, 2014, p.5.

¹⁰² Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, *Compilation on Sri Lanka*, 28/08/2017

¹⁰³ Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, *Summary of Stakeholders' submission on Sri Lanka*, 08/08/2017 ; UK Home Office, Country Policy and Information Note, *Sri Lanka : Sexual orientation and gender identity*, 07/2017; Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.2.

¹⁰⁴ Nations unies, Conseil des Droits de l'Homme (CDH), Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, Summary prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights, in Accordance with paragraph 15, C, of the Annex to Human Rights Council Resolution 5/1 : Sri Lanka (A/HRC/8/46) 05/06/2008.

¹⁰⁵ IRB, 2011; UK Home Office, Country Information and Guidance, *Sri Lanka: Sexual Orientation and Gender Identity*, 09/2015.

¹⁰⁶ Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.2.

¹⁰⁷ *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016 ; All survivors project, UCLA School of Law, *Legacies and Lessons –Sexual violence against men and boys in Sri Lanka and Bosnia & Herzegovina*, 16/05/2017, p.21.

¹⁰⁸ *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016; *Outright*, « Sri Lanka Government Says LGBT Rights are Constitutionally Protected », 20/10/2014.

¹⁰⁹ *Ibid.*; *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016.

¹¹⁰ Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *Human Rights Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report*, 03/2014, p. 8.

professionnels de la santé. Le WSG indique également que certaines personnes lesbiennes, bisexuelles et transgenres ont fait l'objet de **mauvais traitements** et d'exploitation de la part des personnels de santé qui auraient profité du fait que les actes homosexuels soient criminalisés¹¹¹. Le corps médical et les services de santé ont notamment été accusés par des patients LGBTIQ de **pratiquer des examens forcés et injustifiés des parties génitales et anales**, de poser des **questions insultantes** sur leurs pratiques sexuelles et leur identité de genre¹¹². Ce même rapport de WSG précise également que les personnes transgenres demeurent **l'une des catégories de la population les plus exposées à un risque d'infection au VIH**¹¹³. D'après les informations du quotidien *Daily News*, la criminalisation de l'homosexualité dissuade les personnes LGBTIQ de recourir aux services de santé par crainte de devoir révéler leurs pratiques sexuelles, une situation qui nuit à la prévention des infections de type HIV et explique en partie la forte prévalence des maladies sexuellement transmissibles au sein de la communauté homosexuelle et transgenre sri-lankaise.

Les pressions et violences psychologiques concourent à ce que les **sentiments de vulnérabilité, d'humiliation et d'isolement** touchent particulièrement les personnes LGBTIQ. Dans le rapport publié en 2014 par le WSG, 11 personnes sur les 33 interrogées affirment avoir tenté de se suicider¹¹⁴. Ce rapport évoque plusieurs cas de suicide de couples et de personnes LGBTIQ rapportés par les médias locaux et nationaux¹¹⁵.

Les femmes LBT sont particulièrement **touchées par les formes de violences sexistes, homophobes et transphobes**¹¹⁶. Les violences verbales, psychologiques et physiques s'exercent essentiellement au sein du foyer familial où sont inculquées les normes culturelles et sociales exigeant la **conformité aux rôles féminins traditionnels**¹¹⁷. Les pratiques consistant à punir les LBT et les contraindre à se conformer aux normes de genre sont des pratiques courantes au sein du cercle familial¹¹⁸. Le rapport présenté en 2014 par International Gay Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC) au Comité des Droits de l'Homme revient sur la spécificité des discriminations dont sont victimes les femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres dans la sphère publique et privée. De nombreuses personnes LBT rapportent avoir été arrêtées et détenues en vertu des dispositions du Code pénal relatives au « *vagabondage* » et à la « *tromperie du public* » en raison d'une apparence physique jugée « *masculine* » et estimée non-conforme à leur identité de genre¹¹⁹.

Dans un entretien publié par le journal *Daily Mirror*, Rosanna Flamer-Caldera indique que l'ONG *Equal Ground* a récemment conduit une étude à propos des discriminations et violences subies par les personnes LGBT. Selon cette dernière, 46,7% des personnes

¹¹¹ WSG, The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, 2011.

¹¹² WSG, The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, 2011; *Daily News*, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016.

¹¹³ *Ibid.*; INGASS Report Sri Lanka (2008/2009) United Nations General Assembly Special Session on HIV/AIDS Country Progress Report Sri Lanka, janvier 2008-décembre 2009.

¹¹⁴ WSG, Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka: Not Gonna take it Lying Down, 2014, p. 8.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ All survivors project, UCLA School of Law, Legacies and Lessons –Sexual violence against men and boys in Sri Lanka and Bosnia & Herzegovina, 16/05/2017, p.21.

¹¹⁸ IGLHRC, Violence Against Lesbians, Bisexual Women and Transgender Persons in Sri Lanka: A Shadow Report, 2014.

¹¹⁹ OutRight, « Sri Lanka Government Says LGBT Rights are Constitutionally Protected », 20/10/2014; WSG, *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka: Not Gonna take it Lying Down*, 2014, p.17.

interrogées ont déclaré avoir subi un harcèlement de la part de la police, 72,2% ont été renvoyées du système éducatif (ou l'accès leur a été refusé). Par ailleurs, l'accès à une aide médicale a été refusé à 70% d'entre elles. Enfin, 51,14% ont été congédiées ou licenciées¹²⁰.

2.2. Visibilité des minorités sexuelles et de genre

2.2.1. Lieux de rencontre

Peu d'informations ont pu être recueillies à propos des lieux de rencontre dédiés à la communauté LGBTI. Selon Rosanna Flamer-Caldera¹²¹, Colombo est considéré comme offrant de meilleures conditions aux personnes liées à la communauté LGBTIQ. En effet, certains lieux de cette ville seraient réputés pour être ouverts aux personnes liées à cette communauté¹²².

2.2.2. Associations

Parmi les groupes et organisations de soutien aux personnes LGBTIQ existant à Sri Lanka :

- *Companions on a Journey*, l'une des organisations pionnières de défense des homosexuels, a fermé en 2011 à la suite de campagnes calomnieuses dans les médias et de l'intimidation des services de police¹²³.

- *Women's Support Group*, formé en 1999, est une association de défense des droits des femmes lesbiennes, bissexuelles et transgenres. Elle assure la liaison avec d'autres groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne¹²⁴.

- *Equal Ground*, fondée en 2004 par Rosanna Flamer-Caldera, est la première organisation destinée à l'ensemble des minorités sexuelles et de genre. Cette organisation située à Colombo organise des événements communautaires, gère un centre de ressources, propose un service d'assistance téléphonique¹²⁵. Cette ONG offre également des emplois ainsi que des bourses d'études aux femmes bissexuelles et lesbiennes afin qu'elles soient libres dans leurs choix.¹²⁶ Elle est à l'origine de campagnes sanitaires et de sensibilisation¹²⁷.

- Le groupe *Diversity and Solidarity Trust* (DAST) n'existe plus depuis août 2013. Ce service offrait un système de soutien aux personnes transgenres souhaitant accéder à une chirurgie de réattribution sexuelle. D'après l'ILGA : « en raison des menaces

¹²⁰ Rosanna Flamer Caldera, "Counting in LGBT", *Daily Mirror*, 22/01/2018.

¹²¹ Rosanna Flamer-Caldera, 13/12/2011 dans CISR, 13/01/2012

¹²² Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country of Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.

¹²³ UNHCR, Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Sri-Lanka, HCR/EG/LKA/1204, p. 35, A.8, 21/12/2012

¹²⁴ CISR, Information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, y compris les lois, la protection offerte par l'Etat et les services de soutien, 13/01/2012.

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ RYDER Craig, "What it's really like to 'come out' in Sri Lanka", *Roarlife*, 30/12/2017.

¹²⁷ A l'instar de la campagne *Break the silence*.

Visible sur <https://breakthesilenceaboutlgbtviolence.wordpress.com/>

possibles de la part des autorités chargées de l'application de la loi, ce service demeurait hautement confidentiel¹²⁸ ».

- Women and Media Collective (WMC), créé en 1984 par un groupe de féministes sri lankaises. Un de ses champs d'action est la question de l'identité sexuelle et de genre¹²⁹.

Le rapport du think-tank américain proche du Département d'Etat des Etats-Unis *Council for Global Equality* publié en 2011 indique que le travail des militants de la cause LGBT est soumis « à des **pressions, au harcèlement, et à des agressions des services de police**¹³⁰ ». Le rapport 2015 du Département d'Etat américain rapporte que l'un des groupes de soutien a indiqué subir un contrôle étroit des forces de sécurité¹³¹. Un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme ajoute que ces ONG sont également confrontées à des **délais bureaucratique délibérément longs** lorsqu'il s'agit d'obtenir des autorisations afin de mener leurs activités. Ce rapport donne l'exemple de l'ONG *Equal Ground* qui a fait face à de longs délais afin d'obtenir des autorisations pour l'organisation d'événements pour promouvoir les droits des personnes LGBTI, et qui a été également la cible de harcèlement¹³².

Selon la directrice d'*Equal Ground*, ces organisations ne reçoivent **pas d'aide financière**, directe ou indirecte, de la part de l'Etat¹³³. Certaines ONG travaillent sur des problèmes relatifs aux LGBT sans être enregistrées auprès du gouvernement¹³⁴, ou disposent d'une raison sociale de façade, de crainte de subir le harcèlement des autorités et de compromettre la confidentialité et la protection accordée aux personnes accueillies dans leurs locaux.

Cependant, selon Sriyal Nilanka¹³⁵, un progrès a été réalisé puisque ces ONG sont désormais **conviées à certains événements gouvernementaux**¹³⁶ même si elle précise qu'elles demeurent la **cible de menaces**, provenant essentiellement de groupes religieux extrêmes¹³⁷. En outre, le 17 septembre 2017, la directrice générale de l'ONG *Equal Ground*, Rosanna Flamer-Caldera a reçu un prix (Zonta Women of Achievement Award for Social Impact) qui récompense, depuis 1985, certaines femmes qui, par leur travail, ont contribué au progrès au niveau national.¹³⁸

2.2.3. Manifestations

Des événements communautaires sont organisés tout au long de l'année. Le plus connu est le **Colombo PRIDE** organisé par l'ONG *Equal Ground*¹³⁹. Initiée en 2005, cette

¹²⁸ CISR, Information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, y compris les lois, la protection offerte par l'Etat et les services de soutien, 13/01/2012; "The initiated SRS Support system operates in a highly confidential routine due to the possible threats from law enforcement authorities." De VALENZA Alessia, Sex Reassignment Support System Sri Lanka, ILGA, 12/09/2013.

¹²⁹ Site de l'ONG Women and Media : <http://womenandmedia.org/who-we-are/>

¹³⁰ The Council for Global Equality. *Sexual orientation and Gender Identity References 2011*; US Department of State, *Human Rights Reports for 2011*, p. 81; VASHIST Indu, "Flying with One WING: LGBT Rights in Sri Lanka", *2B Magazine*, 21/09/2011.

¹³¹ US Department of State, Country Reports on Human Rights Practices for 2015: Sri Lanka, Section 6 – Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity, 27/02/2015.

¹³² Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, *Summary of stakeholders' submissions on Sri Lanka*, 08/08/2017.

¹³³ FLAMER-CALDERA Rosanna 13/12/2011 dans CISR.

¹³⁴ US Department of State, Sri Lanka; Country Reports on Human Rights Practices for 2010, 08/04/2011.

¹³⁵ Chargée de la communication et de la relation avec les médias dans l'ONG *Equal Ground*.

¹³⁶ "Despite regular blackmail and death threats from extreme religious groups, we are seeing a little progress [politically] as we are now getting invited to government and ministerial events" RYDER Craig, "What it's really like to 'come out' in Sri Lanka", *Roarlife*, 30/12/2017.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *Equal Ground*, Zonta Women of Achievement 2017 – Award for Social Impact – Recognising the LGBTIQ community, 21/09/2017.

¹³⁹ *Equal Ground*, *Colombo PRIDE 2017*, 13/06/2017.

célébration a lieu chaque année et se déroule à Colombo durant 10 jours¹⁴⁰. Elle est composée de plusieurs événements comme le *Celluloid Rainbows* (également appelé « *Abhimani* »)¹⁴¹. Ce dernier est le plus ancien festival Queer cinématographique, et le seul organisé à Sri Lanka¹⁴². Toutefois l'ILGA et Equal Ground soulignent que ces événements sont organisés sans défilés ni manifestations¹⁴³, précisant qu'un événement public consiste notamment à « *faire voler des cerfs-volants aux couleurs de l'arc-en-ciel dans un parc*¹⁴⁴ ».

Par ailleurs, si les événements communautaires sont généralement pacifiques, certains incidents ont dû être désamorçés. Selon Rosanna Flamer-Caldera, aucune protection policière n'aurait été disponible si elle avait été nécessaire¹⁴⁵. D'autres sources affirment au contraire que certains événements ont été annulés ou encadrés par la police afin de protéger les participants¹⁴⁶.

3. Attitude des autorités

3.1. Protection des forces de l'ordre

En raison de leur manière de se vêtir, les personnes **transgenres sont particulièrement visées par les forces de police** qui ont recours à **l'article 399** relatif à l'usurpation d'identité et à **l'ordonnance sur le vagabondage** pour les arrêter et les détenir, souvent, au nom de la répression du travail sexuel¹⁴⁷. Dans les faits, l'ordonnance sur le vagabondage est utilisée pour harceler et poursuivre les travailleurs sexuels qui sont régulièrement la cible d'abus et de violences lors de leur détention. Les personnes transgenres issues des milieux les plus modestes sont particulièrement exposées aux violences policières¹⁴⁸. Les *nacchis* font également partis des cibles privilégiées des forces de l'ordre¹⁴⁹.

Par ailleurs, le WSG signale que la criminalisation de l'homosexualité : « *ouvre la voie pour que la police et les groupes homophobes traitent de « perverses » et criminelles toutes les personnes lesbiennes, bisexuelles ou transgenres*¹⁵⁰ ».

La criminalisation des actes homosexuels peut également mener « *au harcèlement* » de personnes LGBT par les policiers¹⁵¹. D'après la communication adressée par Rosanna Flamer-Caldera au CISR:

¹⁴⁰ Rosanna Flamer-Caldera, « Colombo PRIDE: Challenge and Change », *Daily Mirror*, 12/06/2017.

¹⁴¹ Equal Ground, *Colombo PRIDE 2017*, 13/06/2017; Rosanna Flamer-Caldera, « Colombo PRIDE: Challenge and Change », *Daily Mirror*, 12/06/2017.

¹⁴² *Ibid.*; Equal Ground, *Colombo PRIDE 2017*, 13/06/2017.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ ILGA, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, 2011.

¹⁴⁵ FLAMER-CALDERA Rosanna 13/12/2011 dans CISR.

¹⁴⁶ Department of Foreign Affairs and Trade (Australian Government), *DFAT Country of Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, p.23.

¹⁴⁷ UK Home Office, Country Information and Guidance. Sri Lanka: Sexual Orientation and Gender Identity, 09/2015; WSG, *The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka*, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, 01/2011.

¹⁴⁸ NICHOLS A., "Dance, Ponnaya Dance! Police Abuses Against Transgender Sex Workers in Sri Lanka", *Feminist Criminology April 2010*, Volume 5, No.2, 04/2010 dans WSG, 2014, p. 32.

¹⁴⁹ *Gender and Globalisation* (blog), "Transgender and Sex Workers, Rethinking the Slave Rhetoric", 05/12/2013.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, 05/2011; IGLHRC, 2014.

« L'existence d'un code pénal criminalisant les relations entre partenaires de même sexe permet à la police [...] de continuer de harceler et de marginaliser la communauté LGBTIQ en toute impunité. Des personnes LGBT sont fréquemment arrêtées, parfois simplement pour avoir marché dans la rue, et font l'objet de chantage, d'extorsions, de violences physiques et psychologiques, de viols, etc. Les LGBTIQ ne signalent pas les crimes commis contre eux parce qu'ils sont davantage marginalisés et maltraités lorsque les policiers apprennent leur identité sexuelle¹⁵² ».

Plusieurs rapports attestent de pratiques récurrentes des forces de police¹⁵³ : de nombreux **cas d'agressions physiques, de harcèlement, de détention et de violences** de la part des forces de la police¹⁵⁴ ont ainsi été rapportés par les ONG et les rapports d'organisations internationales de défense des droits de l'Homme¹⁵⁵. Les descentes de police sur les lieux de drague des personnes LGBT sont courantes et les poursuites abandonnées en échange de pots-de-vin ou de faveurs sexuelles¹⁵⁶.

Les organisations de défense des droits humains citées par le rapport du département d'Etat des Etats-Unis notent une **accentuation de la répression policière à l'égard des minorités sexuelles et de genre** : le harcèlement, les agressions physiques, l'échange de faveurs sexuelles et le paiement de commissions seraient des pratiques courantes des forces de police¹⁵⁷. 13 des 33 personnes interrogées par le WSG -pour l'élaboration de son rapport de 2014- affirment avoir été victimes de violences physiques et sexuelles de la part des services de police qui ont invoqué l'ordonnance sur le vagabondage pour les détenir et les arrêter¹⁵⁸.

3.2. Accès à la justice et application des lois

Interrogé en octobre 2014 par le Comité des droits de l'homme des Nations unies sur son incapacité à protéger les personnes LGBT, le gouvernement sri-lankais a défendu la pertinence des normes constitutionnelles sri-lankaises relatives à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard des personnes LGBT. Dans une réponse écrite adressée au CDH, il déclarait :

¹⁵² Commission de l'Immigration et du Statut de Réfugié du Canada (CISR), Information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, y compris les lois, la protection offerte par l'Etat et les services de soutien, 13/01/2012.

¹⁵³ Ibid.; Joint submission for third cycle UPR review of Sri Lanka, Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka, p2; All survivors project, UCLA School of Law, Legacies and Lessons –Sexual violence against men and boys in Sri Lanka and Bosnia & Herzegovina, 16/05/2017, p.21.

¹⁵⁴ Une vidéo attestant de sérieuses maltraitances physiques commises par les forces de police sur des hommes gays et transgenres placés en détention dans la ville de Galle, a été publiée sur le site de l'ILGA: *Two new videos on persecution in South Asia. Codified homophobia in Sri Lanka and its oppressive side-effects*, 18/01/2012; US Department of State, 2012; All survivors project, UCLA School of Law, *Legacies and Lessons – Sexual violence against men and boys in Sri Lanka and Bosnia & Herzegovina*, 16/05/2017, p.21.

¹⁵⁵ UNHCR, Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Sri Lanka, HCR/EG/LKA/1204, p. 35, A.8, 21/12/2012

¹⁵⁶ NICHOLS Andrea, "Dance Ponnya Dance! Police Abuses Against Transgender Sex Workers in Sri Lanka", *Feminist Criminology*, avril 2010, vol.5, n°2-195, dans IGLHRC, 2014.

¹⁵⁷ US Department of State, Country Reports on Human Rights Practices for 2015: Sri Lanka. Section 6 – Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity, 27/02/2015; Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, Human Rights Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report, submitted for consideration at the 110th session of the Human Rights Committee, Genève, 03/2014.

¹⁵⁸ WSG, 2014, Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka: Not Gonna take it Lying Down, 05/06/2014.

« L'article 12 de la Constitution sri-lankaise reconnaît le principe de non-discrimination en vertu de la race, la religion, la langue, la caste, le sexe, l'opinion politique, le lieu de naissance comme l'un des droits fondamentaux. Cette mesure protège les personnes de la stigmatisation et de la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et les identités de genre¹⁵⁹ ».

Cependant, le **manque de protections légales et de recours juridiques¹⁶⁰ disponibles contre les discriminations susmentionnées** affecte les minorités sexuelles et de genre à Sri Lanka¹⁶¹. Le fait que peu de cas soient rapportés dans les sources publiques disponibles **ne préjuge pas de l'absence de risque grave¹⁶²**. En effet, le WSG et le Département d'Etat des Etats Unis indiquent que **les crimes** commis contre les membres de la communauté LGBT **sont peu signalés**. Leurs rapports précisent que les personnes LGBT omettent très souvent de déclarer les crimes et discriminations dont elles sont victimes, car elles craignent d'être davantage maltraitées par les services de police¹⁶³. **Peu d'affaires sont donc portées à la connaissance de la justice**. Quelques cas rapportés ont pu aboutir positivement malgré une législation peu protectrice. Ainsi, en mars 2015, puis, à deux reprises, en janvier 2016, une femme transgenre a déposé plainte auprès de la Commission nationale des droits de l'homme après que sa demande de modification d'état civil a été rejetée par les services administratifs du *Registrar General Department*. En juin 2015, la Commission nationale des droits de l'Homme, répondant à sa première demande, a proposé un certificat reconnaissant légalement son identité de genre et l'application du changement d'état civil à l'ensemble des documents officiels la concernant, une modification devant être acceptée par toutes les autorités administratives¹⁶⁴. Par ailleurs, **le mécanisme de réclamation *Fundamental Rights Application* a ainsi permis d'instruire de nombreux cas de violations des droits fondamentaux** devant la Cour Suprême. Toutefois, ces voies de recours n'ont été que rarement employées sur la base de discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre¹⁶⁵.

En outre, l'identité transgenre à Sri Lanka emprunte à différents référentiels, tant masculins que féminins : ils peuvent se définir comme des *nachchis*¹⁶⁶ ou *pons*, hommes, femmes, transsexuels ou transgenres. Les *nachchis* revendiquent leur virilité biologique. La construction de l'identité *nachchi* emprunte largement aux caractères masculins : ils conservent généralement leurs organes génitaux de naissance. Les *nachchis* revendiquent une émancipation sexuelle particulière libérée des contraintes associées à la condition féminine à Sri Lanka¹⁶⁷. Beaucoup d'entre eux sont des travailleurs sexuels. La plupart des **transgenres** interrogés se **déclarent sceptiques ou opposés à la**

¹⁵⁹ OutRight, « Sri Lanka Gouvernement Says LGBT Rights are Constitutionally Protected », 20/10/2014.

¹⁶⁰ US Department of State, 2011; WSG, The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, 01/2011.

¹⁶¹ WSG, Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka: Not Gonna take it Lying Down, 05/06/2014, p.33.

¹⁶² "Although no specific information on the situation on intersex persons in Sri Lanka has been found, and the availability of precise and specific information on the treatment of transgender persons is limited, the reported absence of legal safeguards against discrimination based on sex orientation or gender identity also affects intersex and transgender persons. The absence of precise and specific information or reported incidents relating to the treatment of these persons should not be understood as indicating an absence of risk of serious harm." COC Nederland and Vrije Universiteit Amsterdam, *Fleeing Homophobia, Asylum Claims Related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, 09/2011.

¹⁶³ COC Nederland and Vrije Universiteit Amsterdam, *Fleeing Homophobia, Asylum Claims Related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, 09/2011.

¹⁶⁴ *Colombo Gazette*, « A push to decriminalize homosexuality », 05/09/2016.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Voir la note de bas de page n°34, p.6.

¹⁶⁷ *Gender and Globalisation* (blog), "Transgender and Sex Workers, Rethinking the Slave Rhetoric", 05/12/2013.

reconnaissance d'un statut de troisième genre à Sri Lanka, de crainte de s'exposer à des discriminations supplémentaires, préférant adopter légalement l'identité masculine ou féminine¹⁶⁸. Cependant, la **non-concordance entre l'apparence physique et le sexe indiqué sur les documents d'identité** des personnes transgenres les **empêche d'obtenir la reconnaissance légale de leurs droits**. Les **démarches administratives** les plus communes se heurtent à de nombreuses difficultés marquées par **l'humiliation et les discriminations**¹⁶⁹. Parallèlement, les **procédures** relatives au **changement de sexe sont coûteuses et difficiles**. Le **processus de modification de l'état civil se heurte souvent à la réticence des autorités administratives**. Le changement d'état civil ne peut avoir lieu qu'après une chirurgie de réassignation sexuelle¹⁷⁰. Ces opérations sont souvent réalisées dans des conditions sanitaires précaires¹⁷¹.

Concernant **l'obtention du Gender Recognition Certificate**, des obstacles demeurent. Selon plusieurs sources¹⁷², l'individu tout d'abord **être évalué** par un psychiatre, qui doit **certifier** que la personne a suivi **une hormonothérapie, un traitement chirurgical**, et est engagée dans le **processus de changement de genre**¹⁷³. Par ailleurs, le Gender Recognition Certificate repose sur une circulaire administrative, ce qui signifie que l'autorité administrative peut décider de l'appliquer ou non. Selon l'ONG *Human Rights Watch*, **cette circulaire est un échec**¹⁷⁴.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ PULLAT Urmilla, 12/2012.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p3; Equal Ground et Center for International Human Rights (CIHR) of Northwestern Pritzker School of Law, *Violations by Sri Lanka of the Economic, Social, and Cultural Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Intersex and Questioning (LGBTIQ) People*, 05/2017, p.5.

¹⁷³ "The new policy has very serious shortcomings: (i) the person must be evaluated by a psychiatrist; (ii) the psychiatrist must certify that the person "was referred for hormone therapy and the necessary surgical treatment"; (iii) the psychiatrist must certify that the person "underwent the gender transformation process"; and (iv) the Gender Recognition Certificate policy was published only as an administrative circular, and hence it remains in force only at the discretion of the administrative authority", Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, *Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka*, p.3.

¹⁷⁴ Human Rights Watch (HRW), *World Report 2018 - Sri Lanka*, 18/01/2018.

Bibliographie

(Sites web consultés en janvier et février 2018)

Document DIDR

DIDR, *Sri Lanka : La situation des minorités sexuelles et de genre*, 21/09/2016
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1609_lka_la_situation_des_minorites_sexuelles_et_de_genre.pdf

Textes législatifs

Sri Lanka, *Constitution of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*, revised edition 2015, <https://www.parliament.lk/files/pdf/constitution.pdf>

Sri Lanka, *Prevention of Domestic Violence Act n°34*, Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka, 2005,
http://www.childprotection.gov.lk/Child_Related_ACTs/Prevention%20of%20Domestic%20Violence%20Act,%20No.%2034%20of%202005.pdf

Sri Lanka, *Penal Code*, 1885,
http://hrlibrary.umn.edu/research/srilanka/statutes/Penal_Code.pdf

Articles scientifiques

SAMARAWEERA H.U.S., *Unseen Lives – Making Transgender Identities Visible: Dominant Social Perceptions of the Transgender Community in Urban Sri Lanka*, Department of Sociology, University of Colombo, 2015,
<http://archive.cmb.ac.lk/research/bitstream/70130/4307/1/23%20Page.pdf>

PULLAT Urmilla, *Transgendered in Sri Lanka: Gender Identity and the Law in Sri Lanka and India*, University of Oxford, grassrooted Trust and DAST, 12/2012,
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2425503

SAMARAWEERA H.U.S., *Attitudes Towards Lesbianism in Sri Lankan Context. Abstract*, Department of Sociology, University of Colombo, Sri Lanka, 2012,
<http://www.jfn.ac.lk/juice2012/papers/TrackI/JUICE12-TrackI-pg247.pdf>

COC Nederland and Vrije Universiteit Amsterdam, *Fleeing Homophobia, Asylum Claims Related to Sexual Orientation and Gender Identity in Europe*, 09/2011,
<http://www.refworld.org/docid/4ebba7852.html>

NICHOLS A., « Dance, Ponnaya Dance ! », Police Abuses Against Transgender Sex Workers in Sri Lanka », *Feminist Criminology April 2010*, Volume 5, n°2, 04/2010,
<http://grassrooted.net/wp-content/uploads/2010/08/Nichols-Dance-Ponnaya-Dance.pdf>

Organisations internationales

Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, *Compilation on Sri Lanka*, 28/08/2017, 12p.,

https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1510062923_g1725068.pdf

Nations unies, Conseil des droits de l'homme, *Summary of stakeholders' submissions on Sri Lanka*, 08/08/2017, 22 p.,

https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1510063864_g1723515.pdf

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, Résolution A/HRC/RES/32/2, Protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, 30 juin 2016,

https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/RES/32/2&referer=http://www.ohchr.org/EN/Issues/Discrimination/Pages/LGBTUNResolutions.aspx&Lang=F

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, Résolution A/HRC/RES/27/32, *Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre*, 26 septembre 2014,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=55ed69354>

UNHCR, *UNHCR Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Sri-Lanka*, HCR/EG/LKA/1204, p. 35, A.8, 21/12/2012,

http://unhcr.org.ua/attachments/article/349/LKA_EG_Dec%202012.pdf

UNHCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), *Principes directeurs sur la protection internationale N°9 : Demandes de statut de réfugié fondées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre dans le contexte de l'article 1A(2) de la Convention de 1951 Convention et/ou son Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, HCR/GIP/12/01, 23 octobre 2012

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=52d8facd4>

Nations Unies, Assemblée générale, Conseil des droits de l'homme, Résolution A/HRC/RES/17/19, *Droits de l'homme, orientation sexuelle et identité de genre*, 14 juillet 2011,

<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=512f0c242>

Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), *Annual Report*, 2011-2012, <http://www.humanrightsinitiative.org/publications/areport/2012/CHRIAnnualReport2011-12.pdf>

Conseil des Droits de l'Homme, Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, *Summary prepared by the Office of the High Commissioner for Human Rights, in Accordance with paragraph 15, C, of the Annex to Human Rights Council Resolution 5/1 : Sri Lanka (A/HRC/8/46)*, 05/06/2008,

http://www.univie.ac.at/bimtor/dateien/srilanka_upr_2008_wgreport.pdf

Sri Lanka, INGASS Report Sri Lanka (2008/2009) United Nations General Assembly Special Session on HIV/AIDS Country Progress Report, 2008-2009,

http://data.unaids.org/pub/Report/2010/srilanka_2010_country_progress_report_en.pdf

Site web des Nations Unies:

https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XVI-3&chapter=16&clang=en

Institutions nationales

Sri Lanka, National Action Plan for the Protection and Promotion of Human Rights (NHRAP) 2017-2021,
<https://drive.google.com/file/d/0B-ax1cltXnLTbTNyLW00TGffVOE/view>

Sri Lanka, Report of the sub-committee on Fundamental Rights,
<https://www.colombotelegraph.com/wp-content/uploads/2016/11/01-Fundamental-Rights-ste-1.pdf>

Royaume-Uni, UK Foreign and Commonwealth Office, *Chapter VI: Human Rights Priority Countries – Sri Lanka, Human Rights and Democracy Report 2016*, 20/07/2017,
<https://www.gov.uk/government/publications/human-rights-and-democracy-report-2016/human-rights-and-democracy-report-2016#chapter-vi-human-rights-priority-countries>

Royaume-Uni, UK Home Office, Country Policy and Information Note, *Sri Lanka : Sexual orientation and gender identity*, 07/2017, 27 p.,
https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1500470326_cpin-sri-lanka-sexual-orientation-identity-july-2017.pdf

Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, *DFAT Country Information Report Sri Lanka*, 24/01/2017, pp38, <http://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-sri-lanka.pdf>

Sri Lanka, Human Rights Commission of Sri Lanka, *Issuance of gender recognition certification to enable transgender persons to change personal documentation*, 31/08/2016,
<http://hrcls.lk/english/2016/08/31/issuance-of-gender-recognition-certification-to-enable-transgender-persons-to-change-personal-documentation/>

Royaume-Uni, UK Home Office, *Report of a Home Office Fact-Finding Mission, Sri Lanka : treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, 07/2016, 106 p.,
https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1491310687_sri-lanka-ffm-report-11-23-july-2016.pdf

Sri Lanka, Public Representations Committee on Constitutional Reform, *Report on Public Representations on Constitutional Reform*, pp333, 05/2016,
<https://www.colombotelegraph.com/wp-content/uploads/2016/05/PRC-Report-English-Final.pdf>

Royaume-Uni, UK Home Office, *Country Information and Guidance. Sri Lanka: Sexual Orientation and Gender Identity*, 09/2015,
<http://www.refworld.org/publisher,UKHO,,LKA,55fa93644,0.html>

Etats-Unis, US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices for 2015: Sri Lanka. Section 6 – Acts of Violence, Discrimination, and Other Abuses Based on Sexual orientation and Gender Identity*, 27/02/2015,
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>

Etats-Unis, US Department of State, *Sri Lanka: Country Reports on Human Rights Practices for 2011*, 24/05/2012, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2011/sca/186475.htm>

Etats-Unis, The Council for Global Equality, *Sexual orientation and Gender Identity References 2011*, US State Department, Human Rights Reports for 2011, 24/05/2012; <http://globalequality.org/storage/documents/pdf/2011-hr-report-sogi-references.pdf>

Canada, Commission de l'Immigration et du Statut de Réfugié (CISR), *Information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles, y compris les lois, la protection offerte par l'Etat et les services de soutien*, 13/01/2012, http://www.ecoi.net/local_link/210719/320709_en.html

ONG

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2018 – Sri Lanka*, 18/01/2018, <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/sri-lanka>

Amnesty International, *Sri Lanka: Universal periodic review pledges must be fully implemented*, 20/12/2017, 6 p., https://www.ecoi.net/file_upload/1226_1515657952_asa3776302017english.pdf

Joint submission for 3rd cycle UPR review of Sri Lanka, Human rights violations against LGBTIQ individuals in Sri Lanka, 11 p., http://ilga.org/downloads/stakeholders_report_SriLanka_UPR28.pdf

Equal Ground, *Sri Lanka commits to human rights protections for LGBTIQ people before the UN*, 16/11/2017, <http://equal-ground.org/news/sri-lanka-commits-to-human-rights-protections-for-lgbtqi-people-before-the-un>

Equal Ground, Government of Sri Lanka commits to LGBTIQ rights, 16/11/2017, <http://equal-ground.org/news/government-of-sri-lanka-commits-to-lgbtqi-rights>

Human Rights Watch (HRW), *Sri Lanka: Adopt Timeline for Action*, 15/11/2017, <https://www.hrw.org/news/2017/11/15/sri-lanka-adopt-timeline-action>

Equal Ground, Sri Lanka National Human Rights Plan minus protection for LGBTIQ, 03/11/2017, <http://equal-ground.org/news/sri-lanka-national-human-rights-plan-minus-protection-for-lgbtqi>

Equal Ground, Zonta Women of Achievement 2017 – Award for Social Impact – Recognising the LGBTIQ community, 21/09/2017, <http://equal-ground.org/news/zonta-women-of-achievement-2017-award-for-social-impact-recognising-the-lgbtqi-community>

All Survivors project, UCLA School of Law, *Legacies and Lessons – Sexual violence against men and boys in Sri Lanka and Bosnia & Herzegovina*, 16/05/2017, pp40, https://www.ecoi.net/en/file/local/1404502/1930_1500986490_int-crc-ngo-lka-27495-e.pdf

Equal Ground, Colombo PRIDE 2017, 13/06/2017
<http://equal-ground.org/news/colombo-pride-2017>

CARROL Aengus, RAMON MENDOS Lucas (Ilga), *State-sponsored Homophobia, A world survey of sexual orientation laws: criminalisation, protection and recognition*, 05/2017, 196 p., https://www.ecoi.net/en/file/local/1399981/90_1495430692_ilga-state-sponsored-homophobia-2017-web-corr.pdf

Equal Ground et Center for International Human Rights (CIHR) of Northwestern Pritzker School of Law, *Violations by Sri Lanka of the Economic, Social, and Cultural Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Intersex and Questioning (LGBTIQ) People*, 05/2017, 13 p.,
https://www.ecoi.net/file_upload/1930_1498131440_int-cescr-css-lka-27401-e.pdf

Freedom House, *Freedom in the world 2016: Sri Lanka*,
<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/sri-lanka>

Human Rights Watch (HRW), *Sri Lanka: Challenging 'Gender Norms' Brings Abuse*, 15/08/2016,
<https://www.hrw.org/news/2016/08/15/sri-lanka-challenging-gender-norms-brings-abuse>

CAROLL Aengus et ITABORACHY Lucas Paoli, *State Sponsored Homophobia : A World Survey of Laws Criminalising Same-Sex Sexual Acts between Consenting Adults*, International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), 05/2015,
http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2015.pdf

OutRight, « Sri Lanka Government Says LGBT Rights are Constitutionally Protected », 20/10/2014, <https://www.outrightinternational.org/content/sri-lanka-government-says-lgbt-rights-are-constitutionally-protected>

Equal Ground, *Equal Ground Press Release – Positive outcome at the UN!*, 15/10/2014,
<http://equal-ground.org/news/equal-ground-press-release-positive-outcome-at-the-un>

Women's Support Group (WSG), *Through the Lens of Lesbians, Bisexual Women and Transpeople in Asia – Sri Lanka: Not Gonna take it Lying Down*, 05/06/2014,
https://www.outrightinternational.org/sites/default/files/LBT_ForUpload0614.pdf

Equal Ground, Center for International Human Rights of Northwestern University School of Law et Heartland Alliance, *Human Rights Violations Against Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender (LGBT) People in Sri Lanka : A Shadow Report*, submitted for consideration at the 110th session of the Human Rights Committee, Genève, 03/2014,
http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/LKA/INT_CCPR_ICO_LKA_15986_E.pdf

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), *Violence Against Lesbians, Bisexual Women and Transgender Persons in Sri Lanka: A Shadow Report*, 2014, <http://www.refworld.org/publisher.IGLHRC,,547713654,0.html>

VALENZA Alessia, *Sex Reassignment Support System Sri Lanka*, ILGA, 12/09/2013,
<http://ilga.org/sexual-reassignment-support-system-sri-lanka/>

WSG, *The Status of Lesbians, Bisexual and Transgendered Persons in Sri Lanka*, NGO Shadow Report to the Committee on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, 01/2011,
http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/ngos/WSG_SriLanka48.pdf

Site web d'Equal Ground: <http://www.equal-ground.org/about>

Médias

Rosanna Flamer Caldera, "Counting in LGBT", *Daily Mirror*, 22/01/2018,
<http://www.dailymirror.lk/article/Counting-in-LGBT-144350.html>

SHANA, "7500 identified gays in Sri Lanka!", *Time Tamil*, 03/01/2018,
<http://timetamil.com/2018/01/03/7500-identified-gays-sri-lanka-gay-community/>

FONSEKA Reka Tharangani, "Gay population in SL now tops 7500", *Daily Mirror*, 03/01/2018,
<http://www.dailymirror.lk/article/Gay-population-in-SL-now-tops--143243.html>

RYDER Craig, What it's really like to 'come out' in Sri Lanka, *Roarlife*, 30/12/2017,
<https://roar.media/english/life/in-the-know/what-its-really-like-to-come-out-in-sri-lanka>

POTHMULLA Lahiru, "SL committed to non-discrimination based on sexual orientation : Nerin Pulle", *Daily Mirror*, 17/11/2017 <http://www.dailymirror.lk/140616/SL-committed-to-non-discrimination-based-on-sexual-orientation-Nerin-Pulle>

Rosanna Flamer-Caldera, « LGBTIQ visibility through Colombo PRIDE », *Daily Mirror*, 10/07/2017,
<http://www.dailymirror.lk/article/-LGBTIQ-visibility-through-Colombo-PRIDE--132503.html>

Rosanna Flamer-Caldera, « Colombo PRIDE: Challenge and Change », *Daily Mirror*, 12/06/2017,
<http://www.dailymirror.lk/article/Colombo-PRIDE-Challenge-and-Change-130650.html>

Colombo Telegraph, "Homophobic Justice Minister Wijeyadasa Should Resign: Right Activists", 22/01/2017, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/homophobic-justice-minister-wijeyadasa-should-resign-right-activists/>

Colombo Gazette, « A push to decriminalize homosexuality », 05/09/2016,
<http://colombogazette.com/2016/09/05/a-push-to-decriminalize-homosexuality/>

SARWAR Beena, « Queer life undercover in South Asia », *The Boston Globe*, 31/07/2016,
<https://www.bostonglobe.com/ideas/2016/07/30/queer-life-undercover-south-asia/vhXRANWKEMa0TJKBdPnoYM/story.html>

WEERAWARDHANA Chaminda, "LGBT Rights in Sri Lanka : Under a Neo-Colonial Shadow ?", *Colombo Telegraph*, 26/06/2016,
<https://www.colombotelegraph.com/index.php/lgbt-rights-in-sri-lanka-under-a-neo-colonial-shadow/>

Daily News, « Status of LGBTIQ persons within Sri Lanka's legal framework », 08/02/2016, <http://www.dailynews.lk/?q=2016/02/08/local/status-lgbtiq-persons-within-sri-lanka%E2%80%99s-legal-framework>

KARUNANAYAKE Dinidu, "Sri Lanka Homophobia and Our Silence", *Colombo Telegraph*, 09/01/2016, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/sri-lankas-homophobia-our-silence/>

Gay Times, "Coming out is never easy. But in Sri Lanka and much of surrounding South Asia it's dangerous", 31/12/2015, <http://www.gaytimes.co.uk/life/21742/coming-out-is-never-easy-but-in-sri-lanka-and-much-of-surrounding-south-asia-its-dangerous/>

JAYAWARDANE Ishara, « Extreme no to Extremism », *Daily News*, 10/12/2015, <http://dailynews.lk/2015/12/10/features/extreme-no-extremism>

PERERA Melani Manel, "Radical Buddhists continue their violent attacks against Muslims", *AsiaNews*, 06/17/2014, <http://www.asianews.it/news-en/Radical-Buddhists-continue-their-violent-attacks-against-Muslims-31387.html>

VASHIST Indu, "Flying with One Wing: LGBT Rights in Sri Lanka", *2Bmagazine*, 21/09/2011, <http://www.2bmag.com/flying-with-one-wing-lgbt-rights-in-sri-lanka/>

Blogs et réseaux sociaux

Gender and Globalisation, "Transgender and Sex Workers, Rethinking the Slave Rhetoric", 05/12/2013, <https://umdgenderandglobalization.wordpress.com/2013/12/05/transgender-sex-workers-rethinking-the-sex-slave-rhetoric/>

THERO Bellanvila Sudatha, DUNNE Cecil J., « Homosexuality, Buddhism and Sri Lankan Society », *Groundviews*, 28/08/2007, <http://groundviews.org/2007/08/28/homosexuality-buddhism-and-sri-lankan-society/>

Autre

Les principes de Jogjakarta, *Principes de Jogjakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre*, mars 2007. http://www.yogyakartaprinciples.org/wp/wp-content/uploads/2016/08/principles_fr.pdf